

Presse régionale : un médiateur, pour quoi faire ?

Henri AMAR

Médiateur du Groupe
« Dépêche du Midi »
henri.amar@ladepeche.fr

La fonction de médiateur constitue, à elle seule, un étonnant paradoxe lorsqu'elle s'exerce dans un journal, une radio, une chaîne de télévision, bref, un espace privilégié de communication. Communiquer, c'est en effet, par définition même, aller vers l'autre, écouter sa voix, s'en faire le fidèle écho ou y répondre, et on ne comprend par conséquent pas les raisons pour lesquelles il serait nécessaire de surajouter une dimension médiatrice là où, par principe et par essence, on ne devrait pas y avoir recours. Ce paradoxe apparaît encore plus criant lorsqu'il s'applique à un grand journal régional.

La très forte déclinaison de la proximité constitue en effet l'une des caractéristiques essentielles de la presse quotidienne régionale. Proximité géographique ; proximité physique, au travers d'une solide implantation de rédactions départementales dotées d'une grande autonomie et d'un dense réseau de correspondants immergés dans les communes, les villages ou les hameaux dont ils ont la charge ; proximité enfin, ou plutôt osmose avec les préoccupations immédiates concrètes et quotidiennes de leurs habitants. Celles-là mêmes dont, dans nos démocraties essoufflées, les politiques, en quête de magistrature suprême notamment, recherchent et revendiquent la meilleure écoute. Le temps d'une campagne électorale, en tout cas...

Quel besoin d'un médiateur dans ces conditions ? Pourquoi interposer un intermédiaire dans une relation directe affichée, conçue, construite et structurée comme telle ? La question qui vaut donc pour la presse en général, se renforce et s'accroît ici de cette spécificité. Tout se passe en effet comme si cette proximité, positive à bien des égards et ressentie comme telle par ses bénéficiaires, engendrait simultanément une surenchère de l'exigence et de la récrimination. Exigence d'une résonance encore plus immédiate et plus singulière des préoccupations instantanées de chacun. Récrimination nourrie, entre autres, de la méfiance désormais bien installée à l'encontre des médias perçus comme une sorte de nébuleuse indifférenciée et tentaculaire, compagne suspecte et parfois franchement complice de « l'Institution ».

L'ère du soupçon

Le temps n'est plus, en effet, où le simple fait d'être imprimée dans « le journal » conférait à la nouvelle l'estampille d'une vérité indubitable. À la confiance quasi absolue d'hier (c'est vrai puisque c'est écrit dans *La Dépêche* !) a succédé aujourd'hui une sorte de méfiance diffuse, mais terriblement prégnante, à l'encontre de l'information en général :

- en raison de sa surabondance d'abord, aussi difficile à maîtriser par celui qui la reçoit que par celui qui la trie, la sélectionne et la transmet ;
- à cause de son instantanéité ensuite et de la primauté de l'image qui, réduisant espace et temps, abolissent la distance indispensable à la réflexion et privilégient l'émotion. Comme l'écrit alors si justement Baudrillard, « nous vivons dans un monde où il y a de plus en plus d'information et de moins en moins de sens » ;
- en raison, également, des effets massifs et souvent incontrôlables de sa quasi immédiate diffusion planétaire ;
- à cause enfin de la présence invasive et insupportable, dans cette information, des sondages qui – nous « révélant » tout sur nos besoins, nos désirs, nos aspirations, nos réticences, nos refus, nos priorités et, c'est de saison, nos intentions de vote – nous donnent la fâcheuse impression de nous avoir déjà dicté nos choix. Ce qui ne peut qu'inciter, en définitive à la défiance et à la rébellion.

On marque donc sa réticence face à « cette gigantesque trompette enrubannée des titres de tous les journaux de l'univers », dont parle Baudelaire, et qui, telle « une séduisante virago » est prompte à enflammer « nos races jacassières ». On affiche sa crainte face à la dimension monopolistique de ses réseaux. On récuse l'influence de plus en plus déterminante du

marketing et de l'audimat sur l'élaboration et le choix de son contenu. On regrette la trop fréquente uniformité de ses priorités, de ses gros titres et de sa bien-pensance. On rejette le recours systématique à ses « petites phrases » qui manipulent. On se méfie enfin de tout ce qui la fait apparaître comme indissolublement liée au pouvoir en général et aux multiples instances, politiques, économiques, judiciaires, policières ou culturelles qui en découlent ou qui l'incarnent.

Une méfiance qui se renforce de la proximité quotidiennement vécue, manifestée et perçue du journal régional, de sa rédaction, de ses divers services, de sa hiérarchie avec les grands acteurs institutionnels de la vie de la cité, du département, de la région. Redoutable et incontournable contradiction ! D'une part, l'on approuve, souhaite, exige de « son » journal, la manifestation constante et sans faille d'un « patriotisme de clocher ». D'autre part, et simultanément, l'on ressent confusément, lorsqu'on ne l'exprime pas ouvertement, un malaise suspicieux face aux consensus et partenariats qui, unissant pour une même cause le quotidien et les dirigeants des collectivités de la région, apparaissent comme la manifestation d'une intolérable collusion.

Collusion de « notables ». Le grand mot, le gros mot est lâché, porteur de toutes les incompréhensions, de toutes les frustrations, de toutes les dépossessions, de toutes les exclusions. Il cristallise des réactions de rejet d'autant plus fortes qu'elles s'inscrivent sur fond de passion. Le doute s'installe. Le soupçon s'étend. Le populisme guette. « *Tous menteurs, tous trompeurs, vendus, pourris...* » : le refrain est bien connu. On sait également la perversité de ses corollaires et le risque d'y voir se perdre la démocratie représentative. Celle dont il faut sans doute alléger les pesanteurs structurelles, réduire les possibilités de cumul et renouveler, par conséquent, plus souvent le personnel, mais qui demeure, quoi qu'on en dise, le meilleur fondement des régimes républicains.

Et le politique n'est pas seul touché. La contagion gagne. Le scepticisme frappe toute parole « autorisée » et, par effet de domino, tous ceux qui la reproduisent, la mettent en forme ou la commentent, c'est-à-dire, en premier lieu, la presse.

Après avoir, tout à fait légitimement d'ailleurs, récusé l'excessive annexion du dire par tous ceux – journalistes y compris – qui, depuis trop longtemps, s'en étaient auto-attribués l'abusif et péremptoire magistère, c'est le contenu même de ce « dire » que l'on met en doute. Les critères de la vérité, si relative que soit cette dernière, ne fonctionnent plus. Le « on-dit » prend le relais. Tout est prêt pour asseoir le règne de la rumeur. En voici un « exemple régional » particulièrement éloquent.

La rumeur d'AZF

Vingt et un septembre 2001 : une énorme explosion secoue Toulouse. Stupeur. Panique. Des dizaines de morts, des milliers de blessés, des quartiers entiers dévastés. Le lieu de cette terrible déflagration ? L'usine AZF au sein de la ville. Les causes de l'explosion ? On ne sait pas encore, bien sûr. Mais l'on évoque déjà l'hypothèse d'un attentat. Il n'y a que 10 jours, il est vrai, que les tours jumelles du World Trade Center de New York se sont effondrées sous l'impact des avions de ligne détournés par les commandos-suicides d'Al Qaida, et la terrible image de ce carnage en direct demeure omniprésente. Mais cette proximité temporelle n'est pas seule en cause dans ce qui va très vite devenir « la rumeur ». Celle qui va associer en un même rejet et un identique soupçon l'instance judiciaire, les experts et leurs rapports et... le journal régional, *La Dépêche du Midi*, tous « coupables » d'avoir osé défendre ou tout simplement évoqué la possibilité de l'accident. Mais d'autres facteurs de proximité vont, en effet, eux aussi, jouer un rôle déterminant.

Proximité affective tout d'abord. De par l'ancienneté de sa présence dans le paysage toulousain, l'usine AZF bénéficie d'un statut privilégié. Elle fait, en quelque sorte, partie du patrimoine de la cité. Et, à ce titre, elle est posée et ressentie dans l'inconscient collectif comme ne pouvant causer quelque dommage que ce soit à ceux et celles dont elle est, depuis des années, la compagne apprivoisée. Les mots recueillis, auprès du voisinage, lors de multiples micro-trottoirs sont, comme toujours, révélateurs : « *Ce ne peut pas être un accident puisque ça ne s'est jamais produit jusqu'ici* »... On sait bien le peu de valeur de l'argument et ses soubassements irrationnels. Mais peu importe ! Nombreux sont ceux qui vont lui prêter une oreille complaisante et privilégier, tout naturellement, dans ce contexte, l'hypothèse de la responsabilité « étrangère »...

Deuxième raison, plus objective et, en tous cas, plus accessible à l'observateur impartial : la rapidité avec laquelle le procureur de la République en charge, à Toulouse, de ce brûlant dossier se prononce, quant à lui, pour la thèse de l'origine accidentelle. Cette précipitation, incontestablement surprenante dans de telles circonstances, va en effet nourrir les doutes d'une opinion publique traumatisée et renforcer la suspicion toujours latente à l'encontre de l'institutionnel. Ici aussi, le verdict de la rue est sans nuance et sans appel : « *On ne veut pas reconnaître que c'est un attentat pour ne pas nous affoler, ne pas déclencher des affrontements intercommunautaires, ne pas contrecarrer la politique à moyen et long terme du Quai d'Orsay, etc.* » Bref, si l'on en croit ce qui se dit ou se murmure en ville, c'est une fois encore le politique et tous ceux qui lui

sont structurellement associés qui s'entendent pour travestir la vérité.

Troisième raison, et non des moindres : le large et positif écho accordé aux conclusions de l'instance judiciaire par le journal de proximité renforce la conviction de la connivence de « ceux qui savent, mais qui s'accordent à ne pas dire... »

Tous les ingrédients du soupçon sont alors réunis. La rumeur peut s'emballer. Et, suivant en cela un processus bien connu, et fort bien décrit par Edgar Morin décortiquant la tristement célèbre *Rumeur d'Orléans*, elle va s'amplifier de ses propres excès et des démentis qui vont lui être opposés. D'autant que de puissants intérêts économiques et politiques s'en mêlent et que se multiplient les réactions de défense catégorielles. Intérêts économiques d'abord : le pôle chimique et l'entreprise Total, directement concernés, récusent immédiatement et avec virulence la possibilité de l'accident. Si celui-ci se confirmait, leur responsabilité serait, en effet, lourdement engagée et il leur faudrait se résoudre à dédommager des centaines de victimes. Intérêts politiques ensuite : c'est l'occasion pour quelques tenants d'une opposition extrême d'agiter, une fois de plus, le spectre de l'insécurité et de mettre en évidence à cet égard les « déficiences » du gouvernement de l'époque. Intérêts catégoriels ou corporatistes enfin des ouvriers et cadres d'AZF, peu disposés à accepter ou reconnaître l'hypothèse selon laquelle une ou des négligences du personnel de l'usine pourraient être la cause de l'explosion.

Il n'en faut pas davantage pour que se multiplient les réactions et courriers virulents à l'adresse du journal, de sa rédaction, de sa direction. Le réflexe quasi pavlovien de défoulement de l'angoisse sur un bouc émissaire va jouer à plein. On ne se contente pas de mettre en doute les données de l'enquête, ou les premiers rapports d'expertise. On attaque à tout-va. Et en premier lieu, bien sûr, la presse. La presse « mensongère et complice », « complice du pouvoir judiciaire », « complice des politiques », « complice de l'Autorité », « complice du silence », etc.

La polémique enfle. Et bien que le journal s'en fasse très largement l'écho allant jusqu'à commander et, bien entendu, publier un sondage soulignant le crédit accordé par une grande partie de la population à la thèse de l'attentat, les critiques ne désarment pas. L'antenne résonne de plus belle.

L'interactivité sur tous les tons

Faut-il alors, au vu de cet exemple parmi tant d'autres, se résigner à ce discrédit, à cette folle contamination du soupçon qui, frappant le politique, s'étend notamment à tout ce qui touche à l'information et à la

communication ? La réponse, négative, s'impose. Parce que la fatalité n'existe pas. Et parce que l'on peut toujours combattre tout ce et tous ceux, déclinologues et pessimistes de tous bords, qui voudraient nous faire croire à l'implacable nécessité de s'y laisser assujettir.

« La déception à l'égard du politique, écrit Bourdieu, naît du fait que le jeu politique est de plus en plus fermé sur lui-même et qu'il ne sait pas en outre exprimer les attentes et les souffrances nouvelles. » Le constat, lucide, n'est certes pas facile à prendre en compte. Mais celles et ceux qui sollicitent aujourd'hui nos suffrages paraissent avoir pris conscience de l'urgente nécessité à ne pas le négliger.

Et peut-être parviendront-ils à en tirer de justes enseignements pour l'avenir. Nos journaux semblent, quant à eux, avoir désormais compris la portée universelle de la leçon.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le petit monde médiatique, de plus en plus enclin à s'enfermer dans ses structures, ses propres références, son propre langage, et pour tout dire, sa « bulle » – le terme est en soi révélateur – commençait à souffrir du même mal et encourait le même rejet. Il lui fallait donc trouver au plus vite et mettre en place les moyens propres à y porter remède.

Premier effet de cette « révolution culturelle » : on redécouvre, après s'être laissé aller à les négliger, les mépriser ou carrément les oublier, la nécessité et les mérites de l'ouverture et du dialogue. Ouverture au monde réel, à ses préoccupations immédiates, plurielles, concrètes et en tout cas souvent bien éloignées des embrasements et bruissements éphémères de la mode et des « salons de la Pensée ». Dialogue tous azimuts avec les lecteurs fidèles ou occasionnels, les non-lecteurs de principe et ceux de simple circonstance, les mécontents et les satisfaits, les inconditionnels de longue date, fidèles mais de plus en plus rares, les critiques, de plus en plus nombreux bien sûr (c'est la règle du genre) qui protestent, contestent par tous les moyens de communication à leur disposition.

Courriers de lecteurs quotidiens en page d'informations générales et en pages départementales, forums hebdomadaires de concertation consacrés aux grands dossiers de l'actualité, colonnes ou micros ouverts aux lecteurs-acteurs, auditeurs ou spectateurs directs d'un événement, méls, blogs : l'interactivité se décline désormais partout, dans tous les domaines et sur tous les tons. Avec d'ailleurs tous les risques de lassitude, de récupération marchande ou de dévoiement que pourrait immanquablement générer, à son tour, la pratique quasi industrialisée de l'exercice et ses inéluctables surenchères. Celles que l'on feint, pour l'instant, d'ignorer ou de ne pas voir.

Mais ce n'est pas tout. Car cette interactivité, si soigneusement et si largement appliquée soit-elle, ne peut, à elle seule, répondre au besoin fondamental, essentiel que nos sociétés empaquetées dans leurs procédures, leurs structures, leurs pesanteurs, ne peuvent satisfaire... Parce que l'extension et la progression foudroyantes de la communication et de ses moyens s'accompagnent souvent et paradoxalement d'une déshumanisation et d'une dépersonnalisation véritablement kafkaïennes. Qui ne s'est jamais heurté à l'exaspérante et impersonnelle litanie d'une boîte vocale, aux interminables attentes auxquelles elle vous contraint, aux multiples manipulations qu'elle vous ordonne d'effectuer (« *Tapez le 1, le 2, le 3, le 4, le 5 et... revenez au menu !* »), ne peut vraiment mesurer le sentiment d'impuissance et de frustration ressenti par l'utilisateur d'un service public, notamment, confronté à ces *Big Brothers* d'un nouveau genre.

Tout se passe en fait comme si de toutes parts, dans tous les secteurs de la distribution, des services et – suprême paradoxe ! – de la communication elle-même, on s'était résigné ou plutôt délibérément résolu à rogner le plus possible la part du dialogue de sujet à sujet, de personne à personne. Au prétexte d'efficacité et surtout de rentabilité. Une vraie parole, un vrai regard, une oreille véritablement attentive coûtent plus cher, il est vrai, qu'une machine aux phrases toutes faites et enregistrées !

Mais ce calcul exclusivement quantitatif et apparemment évident ne prend pas en compte les effets « collatéraux » et désastreux de cette absence humaine, pas plus qu'il n'en évalue le coût et les conséquences explosives pour l'identité et le devenir de nos sociétés citoyennes. Parce que cette rupture du lien social premier que constitue l'attention prêtée à la parole de l'Autre entraîne inéluctablement le repli sur nous-mêmes, sur l'immédiateté de nos convoitises, de nos désirs, de nos intérêts égotistes et sur ce que le philosophe Yves Michaud nomme le « *court-termisme* », c'est-à-dire une sorte de présent aplati, sans projet ni ouverture, sans avenir ni passé.

Parce que dans notre univers de surconsommation où chacun se veut client-roi, la relation à autrui tend à se réduire au rapport de force acheteur-vendeur ou vendeur-acheteur selon l'état, les lois et les variances du marché.

Et ce n'est pas ainsi que l'on peut fonder et entretenir la solidarité élémentaire indispensable à toute vie en société.

Et parce qu'enfin, comme l'écrit si bien Régis Debray, « *un supermarché n'a jamais suffi à faire une communauté* ».

Rétablir un vrai dialogue

Que convient-il donc de faire face à cette véritable crise de société ? Quelles solutions mettre en place ? Comment enrayer cette implacable usure du tissu relationnel et social ? Apparemment conscients désormais de l'ampleur et de l'urgence du péril, les politiques semblent résolus à s'y employer. En cultivant les données – voire les recettes – de la « démocratie participative ». En s'efforçant d'ajuster leurs discours – et leurs promesses – aux impératifs d'un « parler-vrai » qui ne serait pas de simple rhétorique. En annonçant leur volonté de multiplier, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, les instances de consultation directe et régulière des citoyens. En renouant enfin avec la dimension et la signification premières de la *res publica*, la « chose publique », propriété de tous, et responsabilité de tous, constamment accessible à tous et tout aussi constamment soumise au jugement de tous. On salue la bonne intention. On attend la confrontation avec le réel et... la durée.

Administrations et grandes entreprises, publiques comme privées d'ailleurs, s'ajustent elles aussi à l'air du temps. Face à la dépersonnalisation croissante de leurs circuits de production et de décision, des difficultés de communication qui en découlent et de l'insatisfaction récriminatoire qu'elles génèrent, elles vont donc également se mettre en quête du relationnel salvateur. La musique d'accueil se fera plus douce dans leurs bâtisses, la voix des hôtes plus charmante et le « menu » de leurs satanées boîtes vocales plus convivial. Mieux encore, suivant en cela l'exemple de la République elle-même, elles vont nommer un « Médiateur » chargé de tenter de régler à l'amiable les multiples dysfonctionnements générés par la mise en application automatisée de règles incapables – jusqu'à l'absurde – de prendre en compte les spécificités et cas individuels échappant au programme pré-établi d'une sacro-sainte procédure. C'est un incontestable progrès, et l'usager le ressent d'ailleurs effectivement comme tel. Pour un temps du moins, car ici aussi le danger guette. Celui de voir, de par l'accumulation même des cas à traiter, les pesanteurs de la structure et de la langue de bois reprendre le pas sur le dialogue.

Et la presse dans tout ça ? Logée à la même enseigne en tant qu'entreprise, et donc assujettie à ce titre aux mêmes impératifs et aux mêmes lourdeurs, elle doit plus que toute autre s'en libérer. Parce que, nous l'avons vu plus haut, et les sondages les plus récents le confirment, elle est, plus que tout autre corps professionnel ou social, en butte à tous les soupçons. Véhicule privilégié de communication – pour l'instant encore du moins... – on lui demande donc de témoigner, sans jamais

faillir, de toutes ces vertus que constituent l'ouverture à la pluralité et au débat, l'objectivité parfaite, l'indépendance probante, la transparence totale, une rigueur exemplaire. Sans oublier, bien sûr, la possibilité totale et permanente d'accès à un interlocuteur identifiable et identifié, un personnage humain en somme – et non une identité aussi anonyme que virtuelle – susceptible d'entendre, d'écouter et de prendre vraiment en compte les critiques, les remarques, les commentaires du lecteur lambda, des internautes de plus en plus nombreux – ils sont aujourd'hui plus d'un milliard sur notre planète – du « *blogger-éditorialiste* », ou du simple auditeur ou téléspectateur « client ».

La boucle est bouclée. L'entreprise de communication, confrontée à ces exigences de plus en plus pressantes et à la difficulté d'y répondre à la satisfaction de tous et de chacun, doit donc se résoudre à son tour à faire appel à un tiers pour tenter de mieux comprendre et mieux se faire comprendre.

Nécessité faisant loi, le concept d'une fonction de médiateur, longtemps relégué au rang des idées fumeuses ou, au mieux, des utopies brumeuses, prend corps. Le poste est créé. Son titulaire, le plus souvent issu de la rédaction, est nommé.

Il lui faut, désormais, définir, cerner, explorer son champ d'intervention. En fonction, tout d'abord, d'une charte éditoriale dont les valeurs et les principes, unanimement reconnus et adoptés au sein de l'entreprise, sont de nature à entraîner l'adhésion non moins unanime de toute la profession et, plus généralement encore, de toute société démocratique.

Au vu, ensuite, des divers problèmes qu'il est amené à traiter et à résoudre et des multiples, foisonnantes, surprenantes et parfois totalement inappropriées demandes qui lui sont adressées.

Au regard enfin des multiples résistances auxquelles il va inéluctablement se heurter. Celles, d'une part, d'une rédaction jalouse de son indépendance et peu encline, par nature et longue tradition, à se remettre en question et, en tout cas à douter de l'opportunité, du bien-fondé ou de la qualité du traitement de ses choix éditoriaux. Celles, d'autre part, de ce que l'on a coutume de nommer les « corps constitués », surpris et même choqués de ne pas ou plus rencontrer d'écho *a priori* favorable à leurs demandes ou récriminations et de devoir en tout cas accepter, eux aussi, de les faire passer au crible d'un code et d'un jugement indépendants.

Le cadre est fixé, les principes établis. La fonction a trouvé ses marques et sa place dans le paysage, pourtant toujours aussi tourmenté et passionnel, du médiatique.

Conclusion

Reste à savoir si la proximité, cette proximité tant vantée, tant réclamée et tant prônée par tous, y a, en définitive, trouvé son compte. Difficile de répondre, de façon péremptoire et définitive à cette question. La situation s'est certes à cet égard considérablement améliorée. La médiation, dans la presse notamment, a incontestablement permis de renouer un dialogue qui se perdait ou s'enlisait. Mais on aurait tort d'en conclure que la bataille est définitivement gagnée pour autant. À se réduire au statut de simple et nouvelle denrée sur l'étal du gigantesque pléthorique et exponentiel marché de la communication, la médiation serait, en effet, inéluctablement condamnée à se perdre. Comme elle se perdrait également en se figeant dans une structure, des procédures trop contraignantes ou des recettes toutes faites.

Précieuse mais fragile, la proximité ne se décrète pas, ne s'instaure pas et ne s'installe jamais. Elle se gagne et se reconquiert sur d'incessantes retombées. Celles que peut seul relever précisément un dialogue sans cesse renouvelé, sans cesse réinventé ■

Annexe

La charte éditoriale de *La Dépêche du Midi*

- *La Dépêche du Midi* est un journal grand public, accessible à tous, respectueux des faits et des citoyens, mais aussi passionné et partie prenante de la vie de sa région : le Grand Sud.

- Depuis sa création, *La Dépêche du Midi* s'est attachée à défendre les valeurs républicaines de liberté, de progrès social, de solidarité, de tolérance et de fraternité. Elles ont forgé l'histoire de notre journal. Cet engagement doit trouver son expression dans nos colonnes.

- *La Dépêche du Midi* n'est pas le journal d'une caste ou d'un parti. Notre journal est un relais d'expression – de toutes les expressions – même si les principes ci-dessus énoncés doivent imprégner la plume du journaliste.

- *La Dépêche du Midi* revendique son indépendance d'action, de pensée et de ton. Cela suppose une objectivité sans faille, qualité indispensable pour assumer pleinement la mission d'information du journal.

- *La Dépêche du Midi* est le quotidien du Grand Sud, ce territoire qui s'affranchit des frontières administratives et aussi des limites des zones de diffusion. Un journal régional du Sud qui revendique ses différences et ses racines culturelles identitaires.

- *La Dépêche du Midi* s'implique dans la vie de sa région, épouse ses causes, défend ses intérêts essentiels, partage son destin. Notre journal est l'expression de cette région, il assure également un rôle fédérateur.

- *La Dépêche du Midi* est aussi un acteur du développement économique et du rayonnement culturel de sa région.

- Le bien le plus précieux de *La Dépêche du Midi* est son audience. Si nous existons, c'est grâce à celles et ceux qui nous lisent. Nous leur devons respect et considération. Nous devons leur garantir une information de qualité.

- *La Dépêche du Midi* est donc au service de ses lecteurs. Leurs attentes, leurs centres d'intérêt, leurs peines comme leurs joies sont les nôtres. Notre journal est le miroir de leur quotidien.

- Au-delà de l'information brute, *La Dépêche du Midi* doit savoir donner de l'intelligence aux faits. Cette plus-value à l'information doit être systématique.